



# COMPTE-RENDU – COLLECTIF ROUMANIE

## 15-16 novembre 2022 – CHALON S/ SAONE, FRANCE

emmaüs

EUROPE

### PARTICIPANT·ES :

Leïla THOURET, Gelu NICHITEL, Loredana CARARE, **Emmaüs Iasi, Roumanie**  
Jean-Philippe LEGAUT, Sorin ONICA, **Emmaüs Satu Mare, Roumanie**  
Rodica BIZU, **Emmaüs TG Jiu, Roumanie**  
Vincent Gasparini, Mehdi LORTHIOIS, **Emmaüs Valais, Suisse**  
Virginie SOYER, Isabelle JONDOT, **Emmaüs Dijon-Norges, France**  
Jean-Luc FERSTLER, **Emmaüs FORBACH, France**  
Patrick-Alexandre TRAVERS, **Emmaüs Nièvre, SOS Famille, France**  
Gilles THEVENON, **Emmaüs Roanne, France**  
Marie-France BEDLEEM, **Emmaüs Armentières, France**  
Pascal LOUVET, Ivan MATHAIS, **Emmaüs Annemasse, France**

Sabine DEJUANE, Patrick BOURGEOIS, Mado DUMURGIER, Pierre BOUSQUET, Dominique DECONCHARD, Maryse FAURE, Christine COULON, **Chalon s/Saône, France**  
Serge HIRBU, **Emmaüs TARARE, France**  
Bernard DUMOULIN, **Emmaüs Mutualisation Rhône-Alpes, France**  
Yves FALLOUEY, **Emmaüs Bougival, France**  
Freddy OUARI, **Emmaüs Quimperlé, France**  
Yann FRADIN, **Emmaüs France, France**  
Grégoire CHAUVEAU, **secrétariat d'Emmaüs International**  
Eve POULTEAU, Emmanuel Rabourdin, **secrétariat d'Emmaüs Europe**

Les documents sont disponibles en ligne :

<https://www.dropbox.com/sh/beykvvkyk226sn5/AACRQctiwyI-CbWD7VpyvkgXa?dl=0>

*Patrick Bourgeois, président d'Emmaüs Chalon s/Saône, remercie chaleureusement tous les participants du Collectif Roumanie. Il invite chacun à découvrir les activités et les missions du Comité d'Amis de Chalon s/Saône.*

*La suite de la matinée est consacrée à la visite d'une déchetterie du Grand Chalon avec laquelle le Comité d'Amis a un partenariat fort et de confiance, qui permet à un employé en insertion d'occuper un poste au sein de la déchetterie.*

*La deuxième partie de la journée s'effectue au sein de la « Maison Verte ».*

## INTRODUCTION – CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE EN ROUMANIE

*Jean-Philippe dresse un panorama global de la situation en Roumanie, et revient sur quatre thèmes d'actualité qui impactent les activités des groupes Emmaüs de Roumanie.*

- L'avancée du statut d'entreprise sociale
- La modification de la loi sur la protection de l'enfance
- La question des déchets et la réponse de la Roumanie
- L'inflation

### 1) Les entreprises sociales

Jusqu'à maintenant, le secteur de l'ESS est soumis à une loi votée en 2015, relativement exigeante dans sa définition de l'ESS, qui accorde peu davantage, et beaucoup d'obligation. La grande entreprise sociale et solidaire de Roumanie, *Atelier sans frontière*, a reçu une amende et s'est vue retirée son statut car elle n'arrivait pas à justifier certaines exigences.

Quelques petites avancées peuvent être constatées, même si on parle seulement de label, et pas de structure juridique (ex. : Satu Mare est une association ayant le label « *Entreprise sociale* »).

Des fonds européens sont alloués à l'ESS en Roumanie, mais l'Etat a des difficultés pour en utiliser l'intégralité. Il a donc effectué plusieurs modifications pour augmenter le champs de l'ESS en Roumanie :

- Définition du profit : le gouvernement voulait diluer le concept d'ESS, en l'ouvrant aux structures reversant des dividendes. La loi est passée puis a été abrogée, en raison d'une assimilation trop forte aux entreprises sans but social. Désormais, 80% des bénéficiaires doivent être réinvestis dans un but social.

#### 3 autres projets :

- Un petit pourcentage des acquisitions publiques sera réservé prochainement aux ESS

*Cela pourrait poser une difficulté pour nos magasins, qui ne sont pas adaptés à cette clause d'acquisition publique*

- Subventions : une ESS n'a *pour l'instant* pas plus de subventions qu'une entreprise classique. Certaines embauches sont subventionnées dans toutes les entreprises : situation de handicap, jeunes marginalisés... Un projet de loi vise à permettre aux entreprises sociales d'insertion d'employer spécifiquement ces salariés jugés vulnérables, et pas seulement ceux ayant moins de 26 ans.
- Les ESS *pourraient* ne plus payer d'impôt sur les profits.

Quelques évolutions apparaissent, mais de manière modeste. Par exemple, le réseau d'ESS se développe vers toutes les entités sociales, pas seulement les entreprises.

Chaque groupe Emmaüs est partie d'un réseau d'ESS propre, et effectue un plaidoyer auprès de la Commission des affaires sociales au Parlement, pour limiter la casse dans le secteur de l'ESS. Mais chaque entité se sent dépassée, il faudrait quasiment un ETP par structure pour s'en occuper réellement.

Rodica confirme cette vision : les fonctionnaires qui contrôlent ce statut n'arrivent pas à s'y retrouver, et sont incompétents.

## 2) Modification de la loi sur la protection de l'enfance

Cette nouvelle loi est problématique : désormais, un jeune issu de la protection de l'enfance aura deux possibilités à ses 18 ans :

- Continuer à bénéficier d'une mesure de protection tant qu'il poursuit les études/est en recherche d'emploi
- Sortir de la protection de l'enfance et toucher une prime de 500€ jusqu'à 26 ans, s'il justifie d'une recherche d'emploi ou d'études.

Cela pose quelques questions :

- Encouragement de quitter la maison d'enfant, laissant le jeune totalement indépendant. Cela fait courir le risque de devoir tout reprendre à 0 ensuite.
- Comment gérer un jeune qui arrive à la maison, et qui toucherait environ 160€ d'argent de poche + 500€ par l'Etat en plus : cela représente des défis énormes.

## 3) Déchets

Les camions de seconde main sont de plus en plus souvent considérés comme des déchets et renvoyés vers le pays expéditeur. Il y a de plus en plus de contrôles des magasins de seconde main. Un défi majeur réside dans la notion ambiguë de « déchet » : qu'est-ce qui est considéré ou non comme bon à la vente ?

Ces « retours à l'expéditeur » sont le résultat d'une politique rétributive de la part de la Roumanie, qui fait partie de l'Union Européenne mais pas de l'Espace Schengen, en raison de l'opposition de la Suède et du Danemark.

Ce refus alimente une frustration, qui donne à la Roumanie l'impression d'être un pays de seconde zone. Cela rejoint également le sentiment pour la Roumanie d'être le pays de destination des déchets des pays membres de l'Union Européenne, ce qu'elle refuse d'être.

Les contrôles vont donc se multiplier aux frontières. C'est un sujet pour Emmaüs, en terme de papiers, de respect des règles, de communication... Il faudra qu'on travaille et qu'on soit vigilant là-dessus.

La question des transports sera abordée dans un second temps. A l'heure actuelle, il faudrait deux nouveaux certificats pour permettre l'entrée de camions de solidarité en Roumanie :

- Certificat de désinfection, **effectuée par un prestataire externe**
- Certificat de désinsectisation, **effectuée par un prestataire externe**

A ces deux nouveaux certificats s'ajoutent les documents habituels : certificat de don et certificat de conformité, signés par Emmaüs, et une liste des dons.

Concernant l'envoi de vêtements et de nourriture : ils doivent être limités à 500kg maximum par type d'envoi.

#### **4) Inflation**

L'inflation touche tous les groupes, partout dans le monde. En Roumanie, les factures de gaz et d'électricité ont été multipliées par 4. Emmaüs tente d'y répondre grâce au Fonds de transition écologique, qui permet d'équiper les groupes en énergie renouvelable, et de mieux isoler les bâtiments.

Les groupes auraient la volonté d'augmenter les salaires, mais font également face au dilemme de la difficulté d'augmenter les prix des biens vendus en magasin...

### **FOCUS UKRAINE – IMPACTS DU CONFLIT EN ROUMANIE**

Les groupes roumains décrivent les actions mises en place pour répondre à l'arrivée de réfugiés et aux besoins humanitaires en Ukraine.

La question est posée concernant l'impact du mouvement Emmaüs pour venir en soutien aux populations venues d'Ukraine tout en conservant sa spécificité et son savoir-faire : comment aider avec nos moyens, sans agir en dehors de nos compétences ?

Le Conseil d'Administration d'Emmaüs Europe donne la priorité au financement d'actions sur place plutôt qu'à l'envoi d'aide humanitaire, pour laquelle des associations urgentistes sont spécialisées. Emmaüs Europe va contacter ces associations et les mettre en lien avec nos partenaires présents sur place en Ukraine, Pologne et Roumanie. L'envoi de vêtements chauds, besoin exprimé par nos groupes en Ukraine, peut être fait par nos groupes.

Le conflit a particulièrement impacté Emmaüs Iasi dans ses activités quotidiennes : distribution de nourriture, approvisionnement de centres d'hébergement, transports humanitaires en Ukraine deux fois par semaine... Cela a impacté l'équipe, avec une hausse d'activité estimée à 20-30%.

L'impact est également financier et matériel, avec une baisse des recettes, et une baisse quantitative du matériel exposé à la vente, les dons étant pour la plupart envoyés en Ukraine ou donnés sur place.

Serge Hirbu, de Tarare, évoque la volonté d'envoyer des renforts à Emmaüs Iasi pour les épauler dans leurs activités en lien avec l'Ukraine, via le trépied Compagnon – Responsable – Bénévole. Cette forme de partenariat entre la région AURA et Iasi est une bonne idée ; attention cependant à la surcharge de travail liée à l'accueil de personnes extérieures à la communauté.

### **FOCUS TRANSPORT – ENJEUX A COURT, MOYEN ET LONG TERME**

*Voir les points évoqués ci-dessus*

Résumé des échanges :

- Envoyer davantage de camions de solidarité aux trois groupes roumains
- Envoyer du meilleur matériel
- Arrêter d'envoyer des vêtements : attention aux déchets à la frontière
- Mieux communiquer sur les besoins : aller sur place, échanger pour mieux comprendre les besoins des groupes receveurs, faire des appels vidéos en direct en salle de vente/dépôt...

Solutions pour parer la hausse du prix des carburants :

- Mutualisation du cout d'un camion au niveau régional d'un pays
- Achat d'un camion Emmaüs (Suisse)
- Importance du lien entre les associations

Jean-Luc considère qu'il faut augmenter le soutien matériel aux trois groupes, en envoyant davantage de camions de solidarité (destinés à la vente), avec du meilleur matériel (qualitatif), et mieux communiquer sur les besoins. Il souligne l'importance de considérer les groupes roumains comme des *partenaires* plutôt que des *bénéficiaires* de la solidarité.

Un projet d'achat d'un camion est à l'étude en Suisse, en fonction de l'avantage que cela pourrait procurer aux groupes envoyeurs et receveurs en France et Roumanie. Une location ou mutualisation du camion avec d'autres groupes sera à l'étude, si le projet se concrétise.

Toutes ces solutions représentent une perspective à court et moyen terme. Les possibilités de changer radicalement de modèle économique pour devenir moins dépendant des camions de solidarité n'est pas envisageable à ce jour. La question est de savoir comment imaginer l'avenir sans radicalement changer la manière de faire.

Il est possible de s'inspirer d'autres Emmaüs en Europe de l'Est ou Europe du Sud-Est : Restauration (Lublin, TOMS), vente de services (CNZD, Nova Generacija)...

Certains Emmaüs se lancent également dans la permaculture pour diminuer leur dépendance alimentaire. Le réemploi, la rénovation de vieux meubles est également une piste, tout comme la couture, les ateliers de réparation des vélos. Ces solutions sont déjà mises en place par la plupart des groupes en Europe.

## **SOLIDARITE – PES 2023 et Fonds de transition écologique**

Le fonds de transition écologique, évoqué à plusieurs reprises durant les échanges, est présenté brièvement.

Le PES 2023 est également rapidement présenté, et Jean-Luc décrit le projet déposé par Emmaüs Forbach : l'organisation d'un chantier d'été à Targu Jiu réunissant des jeunes venus d'Algérie, du Burkina Faso et de Roumanie, avec pour but de vivre ensemble et d'organiser des missions de solidarité vers l'Afrique.

L'organisation d'une « Coupe du monde Emmaüs » en Bosnie-Herzégovine en 2023 est également évoquée. Elle pourrait impliquer Emmaüs Europe et Emmaüs International, en accord avec le FIS-Emmaüs, qui peut accueillir l'évènement à l'été 2023.

# ASSEMBLEE REGIONALE : ENJEUX 2023 – 2026 ET REFLEXIONS SUR LE PLAN STRATEGIQUE

Les participants sont répartis en quatre groupes pour réfléchir aux enjeux sur la période 2023-2026 au niveau local, national et européen. Ci-dessous la retranscription des échanges de ces groupes de travail.

## Groupe 1 – Serge Hirbu

- Local : on agit ensemble, cela permet de partager les frais
- National : réfléchir sur l'accompagnement des nouveaux groupes : comment les guider, leur faire découvrir Emmaüs, son fonctionnement... Il faut faire connaître Emmaüs, se déplacer pour les voir...

## Groupe 2 – Leïla Thouret

Quelques constats :

- Baisse de la qualité des dons du fait d'une hausse de la concurrence des sites de revente en ligne et du COVID
  - Comment conserver le cœur de métier d'Emmaüs, et se diversifier ?
  - Promulgation de la Loi AGEC au niveau européen, qui interdira la destruction des invendus. Comment se positionner face à la hausse probable de vente de matériel neuf issu des stocks d'invendus des entreprises ? L'Etat a fixé une limite à 10% au niveau fiscal (paiement de la TVA si le neuf représente plus de 10% du CA). Cela présente le risque de pousser à la mercantilisation pour certains groupes
- Renouvellement du CA / bénévoles : leaders, présidents, comment trouver des personnes pouvant s'impliquer au niveau décisionnel dans chaque groupe ?
  - ➔ Quelles activités pour attirer de nouveaux publics
  - ➔ Il faut favoriser les actions de sensibilisation dans les collèges/lycées, même si le résultat n'est pas immédiat.
- Communication : il faut une présence sur internet. Être en mesure de fournir rapidement les informations générales, et si possible parvenir à une présence quotidienne. Cela représente du travail mais constitue un vrai enjeu à l'avenir.

## Groupe 3 - Yves Fallouey

Le groupe a tenté de se situer dans une approche européenne

- Bien que la géopolitique soit différente entre les pays européens, on constate une montée globale de l'extrémisme : quel positionnement d'Emmaüs concernant les actions de solidarité au regard de la crise migratoire, et quelle est la pérennité des missions d'Emmaüs dans ce contexte ?
- Il faut consolider les groupes actuels avant de penser à s'étendre. Comment garantir la pérennisation des groupes, quels sont les besoins de ces groupes et comment y répondre
  - Interdépendance entre groupes : exemple de Sion et Iasi, c'est une idée à développer pour avoir cette assise.
- Communication et plaidoyer : consensus sur le fait qu'il y a beaucoup à faire dans ces deux domaines. La conférence à Bruxelles rentre dans cette idée.

#### **Groupe 4 - Virginie Soyer**

- Plaidoyer pour un statut européen du compagnon ? Il faudrait plutôt travailler sur des échanges entre compagnons, car il y a trop de différences de lois entre chaque pays. Faut-il militer pour un Passeport européen, qui permettrait de faire face aux difficultés d'échanges pour les personnes migrantes
- Transmission : on constate une perte des valeurs d'Emmaüs et du « *Viens m'aider à aider* ».  
→ Comment les transmettre aux nouveaux publics en 3 ans – solidarités et partage.
- Transition écologique : il faut l'accompagner par l'éducation et la formation des publics accueillis et des équipes et bénévoles
- Favoriser les échanges entre groupes, par le partage d'expériences et le soutien aux groupes en difficulté
- Développer le réemploi et le recyclage : on crame et on enfouit trop de choses
- Quelle parole politique au niveau européen, trop frileuse : il faudrait plus d'interpellation au parlement

#### **EMMAÛS INTERNATIONAL – ASSEMBLEE MONDIALE**

*Une vidéo est diffusée. La présentation de l'Assemblée Mondiale est disponible sur la Dropbox, dont le lien est en début de document.*

Les résolutions prises représente trois grandes catégories :

- Renforcer le mouvement
- Lutter contre la misère
- Faire vivre notre héritage

#### **« FOCUS SUR » : L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET LES SAVOIR-FAIRE D'EMMAÛS**

Deux anciens salariés en insertion du Comité d'Amis d'Emmaüs Chalon présentent leur parcours et l'aide fournie par Emmaüs pour leur permettre de trouver un emploi.

Le Comité d'Amis a conclu un partenariat avec la DDETS permettant l'emploi en insertion de 27 personnes pour des contrats de 4 mois, pouvant être renouvelés durant 2 ans. Cela représente 26h ou 28h par semaine, et le temps de travail peut être par la suite augmenté en fonction des besoins du salarié et d'Emmaüs. La prise en charge s'accompagne d'un soutien dans les démarches auprès de la Préfecture pour garantir la régularisation des personnes employées en insertion.

Les emplois en insertion s'accompagnent de formations individuelles et collectives (financements dans le cadre des *investissements de compétences par l'activité économiques*, fonds de l'Etat financé grâce aux cotisations).

A ces formations externes s'ajoutent un accompagnement global :

- Accompagnement à l'intégration

- Expérience de travail : poste de tri, système de tutorat/taillage : met en valeur la personne qui connaît que celle qui arrive
- Mise en lien avec le projet professionnel
- Périodes de stage de découverte, pour valider le projet professionnel

En Roumanie, la situation est différente en raison de l'absence d'aides financières de l'Etat ou des Collectivités. Les groupes Emmaüs se focalisent sur l'insertion sociale et professionnelle d'un côté, grâce au travail en magasin (travail en équipe, respect de la fiche de poste, des horaires, des clients...), et la reprise de l'école : il faut avoir un niveau de 2<sup>nd</sup> pour obtenir un emploi non qualifié.

Le savoir-faire et l'acquisition de compétences réelles constituent le niveau supérieur, qui nécessite de franchir en premier lieu les étapes basiques du développement personnel.

Les compagnes et compagnons ont un vrai contrat de travail à Emmaüs, leur permettant de justifier d'une expérience stable auprès du même employeur.

L'accès à la formation professionnelle « officielle » est quant à elle compliquée, et de mauvaise qualité.

Plus d'informations sur les activités des groupes dans la DropBox

Amicii d'Emmaüs, Târgu Jiu	Emmaüs Iasi	Emmaüs Satu Mare
<p><b>Histoire et missions :</b> L'association est active depuis 2011 et est structurée en plusieurs organisations : Lumea Emmaüs est l'entreprise qui réalise la vente de seconde main, l'ONG Recoreddi est l'entreprise sociale d'insertion.</p> <p>L'équipe est composée de 6 salarié-es et d'une dizaine de bénévoles très actif-ves.</p> <p>L'association a été créée pour soutenir le centre d'accueil pour enfants « Nos enfants d'ailleurs » et est devenu son principal financeur, à raison de 3 300 €/mois. Durant l'été 2021, un groupe scout est venu travailler avec les enfants de ce centre.</p> <p>L'espace de vente représente près de 1 000 m<sup>2</sup>, mais il n'y a presque aucun espace de stockage. Les marchandises viennent principalement des transports de mutualisation, à raison de 15-16 par an. Le textile vient des 3 conteneurs de collectes présents en ville et vidés une fois par semaine. 15-20 % des vêtements peuvent être mis en vente, le reste est utilisé pour des actions sociales, et une partie est jetée.</p> <p><b>Nouveauté en 2022 :</b> Depuis le 1<sup>er</sup> novembre, le centre d'accueil est fermé, en raison du manque de placements par la Protection de l'Enfance.</p> <p>A partir du 1<sup>er</sup> décembre 2022, il deviendra un centre de jour d'une capacité de 20 enfants maximum, pris en charge par la protection de l'enfance. La décision a été compliquée à prendre, mais s'explique également par les coûts/enfant/nuit, et le désengagement progressif de l'association partenaire.</p>	<p>Actuellement, l'association compte une dizaine de salarié-es, et 30 compagne-ons sont accueillies au sein de trois sites :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ville de Iasi : maison communautaire et magasin</li> <li>- Popesti : maison communautaire, activité de maraichage, et magasin</li> <li>- Belvédère : halle de dépôt/vente, site agricole</li> </ul> <p><b>Activités :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sociales : maraudes et distribution de repas chauds pour 150 bénéficiaires.</li> <li>- Vente : seconde main</li> <li>- Agriculture : Belvédère et Popesti</li> </ul> <p><b>Guerre en Ukraine :</b> le groupe s'est fortement mobilisé dans l'accueil de réfugiés ukrainiens, puis dans l'acheminement de matériel humanitaire en Ukraine (voir document)</p>	<p>Actuellement, le groupe compte 8 salarié-es et 20-25 jeunes entre 18 et 23 ans pour la plupart.</p> <p>Missions et activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Misison :</b> Reconstruction de soi : aide psychologique, discussions de gorupes sur des thématiques précises, suivi psychiatrique...</li> <li>- <b>Activité de vente</b> au sein de magasins de seconde main</li> <li>- <b>Nouvelle activité de couture :</b> fabrication de sacs avec l'aide d'une couturière, en partenariat avec La Chaux de Fond.</li> <li>- <b>Nouvelle mission :</b> reprise en charge d'une maison d'enfant (10 enfants), située à 40km de Satu Mare, pour empêcher sa fermeture. Interrogation sur l'engagement à long terme dans ce projet, qui demande beaucoup d'investissement</li> </ul> <p>Cela fait suite à ce qui était annoncé l'année dernier : « Tout récemment, le dernière structure associative du département qui gérait une maison pour enfants a contacté Emmaüs Satu Mare (les autres centres d'accueil sont gouvernementaux et souvent mal administrés). Les responsables souhaitent arrêter leur activité et proposent au groupe de reprendre l'association, ce qui implique notamment la tutelle légale des enfants, des interventions spécialisées, etc. 7 enfants sont actuellement présents et la gestion quotidienne est assurée par un couple qui vit sur place. »</p>